

**Situation au Moyen Orient - Israël -
Territoires palestiniens - Yémen -
Syrie - Liban - Iran - Irak -
Interventions de M. Jean-Yves le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, et de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'Etat auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à l'Assemblée nationale
(Paris, 22 février 2018)**

(Question sur la création de deux Etats, l'un israélien et l'autre palestinien)

M. Jean-Yves Le Drian - Monsieur le Député, depuis la fondation d'Israël, la France plaide pour la création, au côté d'Israël, d'un Etat palestinien viable et indépendant - j'insiste sur ces deux adjectifs, car le choix des mots est important.

L'objectif, c'est d'avoir deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, au sein de frontières sûres et reconnues, avec Jérusalem comme capitale des deux Etats. C'est notre position. Et si nous plaidons pour la création de cet Etat palestinien, ce n'est pas par goût de la symétrie, mais parce que notre conviction profonde, qui est partagée par l'Union européenne et par la grande majorité de la communauté internationale, c'est que la solution à deux Etats est la seule susceptible d'assurer une paix.

Tel est notre objectif. Le moyen pour y parvenir, c'est la négociation, et le cadre pour y aboutir, c'est le droit international, et en particulier les résolutions du Conseil de sécurité. C'est dans ce cadre que se pose la question de la reconnaissance d'un Etat palestinien. La demande formulée par Mahmoud Abbas donne naturellement une actualité particulière à cette question.

Le président de la République a été clair sur ce point : il a indiqué que reconnaître la Palestine aujourd'hui serait une réaction unilatérale à une décision unilatérale qui a créé du trouble dans la région, et il a ajouté qu'il le ferait au moment où il le jugerait opportun. Telle est notre ligne de conduite.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire. Nous appuyons, par notre diplomatie, la reprise des négociations ; nous renforçons, par notre coopération, les capacités palestiniennes - j'aurai sans doute l'occasion d'en dire un mot tout à l'heure ; enfin, nous demandons, comme l'a fait le président de la République, le gel de la colonisation. Nous préparons donc concrètement, vous le voyez, les conditions d'un futur Etat palestinien. La reconnaissance se fera au moment où le président de la République le décidera, et au moment où les conditions internationales le

permettront de la manière la plus efficace.

(Question sur l'avenir de deux Etats, l'un israélien et l'autre palestinien)

M. Jean-Yves Le Drian - Monsieur le Député, j'ai dit tout à l'heure que l'Etat palestinien devait être viable : j'entendais par là un Etat dans lequel on peut vivre. J'ai déjà eu l'occasion de rappeler à plusieurs reprises la position de la France à l'égard de la colonisation, et le président de la République l'a exposée directement au Premier ministre Benjamin Netanyahu lors de sa visite à Paris.

La France est particulièrement attentive aux conditions de vie des Palestiniens. Aujourd'hui, nous sommes préoccupés par la situation humanitaire désastreuse qui prévaut dans la bande de Gaza. Ce territoire s'est installé dans une crise humanitaire permanente depuis plus d'une décennie, du fait du blocus israélien qui a commencé en 2007 et des trois conflits successifs avec Israël, en 2009, 2012 et 2014.

La situation s'est encore aggravée au cours des derniers mois du fait de la détérioration de la situation énergétique, et la population voit désormais son accès à l'électricité réduit à deux heures par jour. Le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté dépasse 40 %, et 60 % des jeunes Gazaouis sont au chômage. Je veux redire que la France est et restera pleinement engagée pour venir en aide à la population gazaouie, soit directement, soit par le biais de l'Union européenne. Elle apporte déjà une aide significative dans de nombreux domaines, qu'il s'agisse de l'aide alimentaire, de la formation professionnelle ou de la santé.

La situation est également très difficile en Cisjordanie, où les conséquences de l'occupation pèsent sur le quotidien des palestiniens et sur les perspectives de développement économique. Je pense notamment aux restrictions en matière de déplacement, que vous avez évoquées, et à l'accès aux ressources. Je pense, enfin, à la situation des communautés palestiniennes installées en zone C, qui vivent dans des conditions précaires, et même de sursis permanent, du fait de la colonisation israélienne, dont j'ai déjà évoqué les conséquences.

Dans ce contexte, la France et l'Union européenne appellent les autorités israéliennes à respecter leurs engagements, au titre du droit international et du droit international humanitaire. Elles demandent notamment la levée des restrictions d'accès et de mouvement, afin que l'aide humanitaire puisse parvenir dans la bande de Gaza, et que les marchandises et les personnes puissent circuler librement, notamment entre la Cisjordanie et Gaza. C'est la position de la France, c'est aussi la position de l'Union européenne.

(Question sur la détention en Israël de M. Hamouri)

M. Jean-Yves Le Drian - Madame la Députée, les autorités françaises suivent avec la plus grande attention la situation de M. Hamouri, détenu par les autorités israéliennes depuis le 23 août et placé en détention administrative. M. Hamouri bénéficie, comme l'ensemble des Français détenus à travers le monde qui en font la demande, de la protection consulaire, prévue par la convention de Vienne. Il a pu, à ce titre, recevoir des visites régulières des autorités

consulaires françaises, la dernière datant du 15 février. Les autorités françaises ont également été représentées à chacune des audiences publiques où M. Hamouri a comparu.

Par ailleurs, nous n'avons cessé, depuis l'arrestation de M. Hamouri, de transmettre des demandes précises aux autorités israéliennes, pour qu'il soit mis fin au régime de sa détention administrative, qui ne lui permet pas d'accéder aux charges retenues contre lui. Nous demandons également que l'ensemble de ses droits soient respectés et que sa famille, en particulier son épouse et son fils, puissent lui rendre visite.

Enfin, à la suite du transfert de M. Hamouri vers la prison de Megiddo, le 31 décembre dernier, nous avons appuyé la demande de ses proches qui souhaitent qu'il puisse retourner au centre de détention de Qeziot, où il se trouvait précédemment et où il pouvait plus facilement recevoir des visites, en particulier celles de sa famille. Cette demande, que nous avons soutenue avec force, a été satisfaite à la fin du mois de janvier.

Concernant enfin la détention administrative, nous appelons les autorités israéliennes à respecter la quatrième convention de Genève, relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. Nous soulignons à cet égard que l'utilisation abusive et systématique de la détention administrative porte atteinte au droit à un procès équitable et aux droits de la défense.

(Question sur la situation en Syrie)

M. Jean-Yves Le Drian - Concernant la situation en Turquie elle-même, monsieur le Député, nous avons eu l'occasion de dire avec force ce que nous pensions aux principaux intéressés, à commencer par le président Erdogan. Je l'ai répété à chacun de mes voyages en Turquie, ce qui a parfois porté ses fruits.

Nous essayons d'adopter la position la plus efficace possible. Je tiens à vous le dire, puisque vous nous demandez des voix fortes et que je ne suis pas inquiet quant à la mienne. Lorsque je me rends à Ankara, je rencontre aussi les responsables de l'opposition, et j'agis très clairement.

S'agissant d'Afrin, que nous avons déjà évoqué, l'opération lancée par la Turquie pour sécuriser sa frontière est, pour nous, une source d'inquiétude, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, en effet, la campagne contre Daech n'est pas finie. Ensuite, elle intervient dans un contexte particulièrement dégradé en Syrie, sur fond de désastre humanitaire dans la Ghouta orientale et la province d'Idlib.

Enfin, cette incursion turque comporte un risque d'escalade, notamment parce que le régime intervient à la demande des Kurdes et cherche aussi à se déployer à Afrin, avec des milices iraniennes. Beaucoup de monde circule dans cette petite zone en ce moment, monsieur le député, au détriment, hélas, des populations civiles.

La Turquie est un allié, membre de l'OTAN. La sécurité de sa frontière est un intérêt légitime,

mais les opérations turques doivent rester proportionnées à cet objectif, ce que le président de la République a déclaré directement au président Erdogan. Nous sommes en droit d'attendre de la Turquie le respect le plus strict des règles du droit international dans la conduite de ces opérations, qui doivent être menées sans porter atteinte aux civils.

Cette situation nous préoccupe, mais puisque l'occasion m'en est une nouvelle fois donnée, je voudrais redire la place qu'ont joué les Kurdes à différents moments dans le combat mené contre Daech, que ce soit au Kurdistan - j'ai rencontré le nouveau Premier ministre kurde la semaine dernière, à Erbil -, ou dans la zone du Nord-Est syrien, où, sous l'autorité du général Massoum, leur rôle fut déterminant dans l'éradication de Daech.

(Question sur la situation au Yémen)

M. Jean-Yves Le Drian - La situation au Yémen est catastrophique, et elle s'est à nouveau dégradée ces dernières semaines. Une coalition de groupes sudistes opposés au président Hadi a pris le contrôle de la plus grande partie de la ville d'Aden, où était installé le gouvernement.

Nous assistons, en quelque sorte, à un emboîtement des conflits, entre le gouvernement du président Hadi et les Houthis, entre les Houthis et la coalition arabe, entre les partisans de l'ancien président Saleh et les Houthis qui l'ont assassiné, sans compter la présence active des groupes liés à AQPA- Al-Qaïda dans la péninsule arabique - ou à Daech, et à présent entre les sudistes et le gouvernement.

Les premières victimes sont les civils et vous avez raison de rappeler que le peuple yéménite fait face à une triple crise : humanitaire, sanitaire et alimentaire.

Dans ce contexte critique, les exigences de la France sont claires : un cessez-le-feu, qui permette un accès humanitaire sans entraves. Ce n'est d'ailleurs pas une option, mais une obligation du droit international, qui s'impose à toutes les parties. Nous l'avons fait savoir directement aux autorités émiriennes et à celles de l'Arabie saoudite.

Il existe des éléments de facilitation pour que le port de Hodeïda puisse être accessible, même partiellement, ce qui est encore insuffisant.

La coalition arabe a pris des mesures, puisqu'elle a annoncé apporter 1,5 milliard d'euros d'aide humanitaire au Yémen. Tout le problème est de faire en sorte que cette aide arrive. C'est la preuve, en tout cas, que la voix de la communauté internationale, en particulier celle de la France, a pu être entendue. J'ai demandé au directeur du centre de crises et au directeur des affaires multilatérales du Quai d'Orsay de se rendre à Riyad dans les plus brefs délais, pour étudier avec les autorités saoudiennes la meilleure manière d'acheminer les aides qui peuvent être mobilisées grâce au 1,5 milliard d'euros annoncé.

Il n'y aura pas, cependant, de paix durable au Yémen sans solution politique. C'est pourquoi nous soutenons totalement les initiatives que pourrait prendre le nouvel envoyé spécial des

Nations unies pour le Yémen, M. Martin Griffiths. Nous comptons sur lui pour qu'un processus politique permette de sortir de cette impasse catastrophique.

(Question sur la situation à Ghouta Est, banlieue de Damas)

M. Jean-Yves Le Drian - Monsieur le Député, vous avez évoqué la situation à Afrin : je n'y reviendrai pas, car j'en ai parlé tout à l'heure. Je tiens surtout à vous présenter la gravité de la situation dans la zone de la Ghouta orientale, où 400 000 civils sont aujourd'hui enfermés. Depuis janvier, il n'y a eu qu'un seul convoi humanitaire. Les hôpitaux ont été détruits par des bombardements. Il y a, tous les jours, une centaine de morts. En ce moment, se prépare une offensive terrestre qui risque, si elle est menée, d'aboutir à ce que j'ai appelé avant-hier dans cet hémicycle un cataclysme humanitaire.

Pour l'éviter, le président de la République soutient très fortement la résolution en cours de discussion en ce moment même aux Nations unies. Si elle était adoptée, cette résolution permettrait une trêve de trente jours dans toutes les zones, sauf dans celles où Daech et Al-Qaïda sont combattus, l'acheminement de l'aide humanitaire par la Croix-Rouge et les agences des Nations unies, et l'évacuation des personnes dont la vie est en danger, puisqu'il n'y a plus d'hôpitaux.

Ce texte, fortement soutenu par la France, est sur la table. Il a aussi été discuté par les Russes et doit faire l'objet d'un vote. Je souhaite que chacun prenne conscience de sa responsabilité dans cette affaire. Si le texte est adopté, nous pourrions rentrer dans une phase plus positive et commencer à aborder la question du règlement politique de la crise, mais il importe d'abord, pour éviter la crise prochaine, que cette résolution soit votée. Le vote a lieu en ce moment même, et j'espère vraiment que le résultat sera positif.

(Question sur la situation au Liban et la guerre en Syrie)

M. Jean-Yves Le Drian - Monsieur le Député, vous avez raison de souligner la situation générale dans laquelle se trouve le Liban, qui doit porter le lourd fardeau de l'afflux de réfugiés, provenant notamment de Syrie, mais aussi d'autres pays : il a accueilli en particulier, à différents moments de son histoire, des Palestiniens et des Irakiens. Vous avez raison d'évoquer les chiffres, même s'il n'y a jamais eu de recensement au Liban depuis 1932, pour des raisons notamment politiques. Les évaluations se font donc un peu au doigt mouillé, les différentes confessions devant être représentées, mais je ne suis pas favorable à un nouveau recensement. Il reste que ce pays accueille, proportionnellement à sa population, le plus de réfugiés au monde.

Par ailleurs, vous avez souligné la fragilité du système politique. Je me rendrai au Liban après les élections du mois de mai. Dans l'attente de cette échéance, le Liban reste trop souvent l'otage de tensions régionales. Le Hezbollah est sorti renforcé de son engagement en Syrie aux côtés de Bachar el-Assad et de l'Iran, mais il fragilise le Liban : c'est une source de tensions avec Israël, qui s'inquiète, à juste titre, du potentiel militaire de cette organisation. Vous avez aussi évoqué les tensions dans la zone frontalière, notamment en mer, puisque du gaz a été trouvé autour de la zone économique exclusive. J'ai déjà eu l'occasion de discuter de ce sujet, y

compris avec le Premier ministre Hariri : il faut trouver une solution par le dialogue.

Face à cette crise, nous avons pris plusieurs initiatives. D'abord, une conférence sur la Syrie et les réfugiés - qui concernera donc le Liban - aura lieu à Bruxelles au mois d'avril, afin d'aider le Liban à assurer cette charge importante. Ensuite, nous avons pris l'initiative de la conférence de Rome 2 qui se tiendra au mois de mars et visera à renforcer les institutions étatiques, notamment celles des forces armées libanaises. Enfin, dans le domaine économique, nous allons examiner, dans le cadre de la conférence du Cèdre qui se réunira à Paris au début du mois d'avril, tous les moyens d'aider le Liban à améliorer ses infrastructures publiques, en particulier dans les domaines des transports, de l'électricité et de l'eau.

Vous le voyez, la France est très attentive à l'évolution du Liban. Elle lui apporte son soutien total et est consciente des difficultés et des fragilités. Elle a confiance dans le sens des responsabilités des dirigeants politiques libanais, qui leur permettra de surmonter cette période difficile.

(Question sur l'accord nucléaire avec l'Iran)

M. Jean-Yves Le Drian - Monsieur le Député, vous l'avez rappelé, le président Trump a indiqué qu'il ne renouvellerait pas la levée des sanctions américaines, le 12 mai, si le Congrès et les alliés des Etats-Unis ne corrigeaient pas ce qu'il considère comme des faiblesses structurelles de l'accord. Je le répète, la France considère que l'accord sur le nucléaire iranien doit être préservé. C'est un accord robuste, qui garantit que le programme nucléaire iranien ne sera pas détourné à des fins militaires. Nous ne voulons pas le renégocier, car c'est un bon accord pour les intérêts de l'Europe, du Moyen-Orient, de la communauté internationale, et du régime de non-prolifération.

Pour autant, nous discutons avec les Etats-Unis de la façon de répondre à leurs préoccupations, tout en préservant l'accord. Nous poursuivons ces discussions en étroite collaboration avec les garants de l'accord, puisque les signataires sont non seulement les Etats-Unis et la France, mais aussi la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Chine, la Russie et l'Union européenne. Nous partageons certaines préoccupations avec les Américains : le programme balistique iranien suscite de grandes inquiétudes et est contraire à la résolution 2231. Ce n'est pas parce que nous sommes favorables au maintien de l'accord sur le nucléaire que nous ne sommes pas concernés par les capacités balistiques iraniennes. Nous sommes également préoccupés par les tentatives d'hégémonie de l'Iran sur le Proche-Orient, en particulier sur la Syrie et l'Irak, et nous le disons.

Nous avons donc avec l'Iran un dialogue exigeant, qui porte sur le respect de l'accord et sur les actions qui menacent la stabilité régionale. Dans ma réponse à un de vos collègues, j'ai dit qu'il y avait des éléments iraniens dans la zone d'Afrin, qui ne fait pourtant pas partie du territoire iranien.

L'Iran doit donc répondre à ces questions. Je me rendrai très prochainement à Téhéran pour le dire aux autorités iraniennes.

S'agissant des sanctions, si d'aventure les Etats-Unis se retiraient de l'accord de Vienne, l'Europe et la France n'ont pas l'intention de le faire. Dans cette éventualité, nous dénoncerons les sanctions extraterritoriales appliquées directement par les Etats-Unis aux entreprises françaises, car elles ne seront pas conformes au droit international. Je vous le dis dès à présent.

(Question sur la situation dans les Territoires palestiniens)

M. Jean-Yves Le Drian - Monsieur le député, j'ai déjà rappelé la position constante de la France sur la résolution du conflit entre Israël et la Palestine, en soulignant que notre pays souhaite le règlement politique de la situation. L'objectif, qui a été répété par la communauté internationale, est d'aboutir à deux Etats vivant en sécurité dans des frontières reconnues et ayant l'un et l'autre Jérusalem pour capitale ; le cadre, c'est celui du droit international ; quant à la méthode, c'est celle de la négociation.

Nous nous conformons aujourd'hui à ces orientations, que nous répétons aux uns et aux autres. Lorsque le président Macron a reçu le Premier ministre Netanyahu ou le président Abbas, il a dit la même chose aux deux, et cette chose, nous la disons publiquement.

Nous sommes, il est vrai, dans une phase particulière, en raison, tout d'abord, de l'initiative du Président Abbas au Conseil de sécurité, visant la tenue d'une conférence internationale en 2018 sur les bases de l'initiative arabe de paix de 2002. Pourquoi pas ? Nous avons déjà souligné que cette méthode suscite notre intérêt et que nous sommes prêts à examiner une telle évolution. En même temps, est évoquée l'annonce, qu'on dit imminente, d'une proposition de plan de paix américain. J'ai eu l'occasion de rencontrer à Washington M. Kushner, qui est chargé de cette mission.

Je n'ai pas d'élément particulier sur ce plan, qui est censé être rendu public. Lorsqu'il le sera, nous apprécierons les initiatives que la France pourra prendre en cohérence avec sa position constante, que vous connaissez. Notre souhait le plus cher est qu'une initiative de paix permette d'atteindre progressivement les objectifs que nous nous sommes fixés et que le Conseil de sécurité a répétés - Conseil qui a, à nos yeux, la force du droit international, lequel doit être respecté par les uns et par les autres.

(Question sur la création d'un Etat palestinien)

M. Jean-Baptiste Lemoyne - Nous souscrivons à la philosophie du "en même temps", que vous avez évoquée : l'existence de liens forts avec l'Etat d'Israël et, en même temps, la volonté forte de la France d'obtenir la création de l'Etat palestinien.

Vous avez évoqué les derniers développements, notamment la proposition du président Abbas devant le Conseil de sécurité des Nations unies, laquelle dessine une stratégie palestinienne reposant sur trois piliers en vue de parvenir à un règlement final. Le premier de ces piliers est la tenue d'une conférence internationale rassemblant Israéliens, Palestiniens, une grande partie de la communauté internationale, y compris les pays de la région, le quartet - Nations unies,

Union européenne, Etats-Unis et Russie -, ainsi que les membres permanents du Conseil de sécurité. Il souhaite que cette conférence aboutisse à un mécanisme international d'accompagnement des négociations.

Le deuxième pilier consiste, pour chacune des parties, à s'abstenir de mesures unilatérales, comme, d'un côté, l'extension des colonies israéliennes ou, de l'autre, les candidatures multiples de la Palestine à différentes organisations internationales. L'idée est bien de s'abstenir de prendre de telles mesures.

Enfin - troisième et dernier pilier -, M. Abbas a demandé la mise en oeuvre de l'initiative arabe de paix qui, dès 2002, proposait à Israël une reconnaissance de la part de l'ensemble des pays arabes après la signature d'un accord de paix.

Le sens des propos du représentant permanent de la France à l'ONU est que notre pays accueille avec intérêt ces propositions et est prêt à les examiner en lien avec toutes les parties prenantes, notamment les Israéliens et les Palestiniens. Sous le précédent quinquennat, la France a activé une conférence internationale, qui a permis de conforter plusieurs éléments, sans, toutefois, que les résultats aient fait long feu.

Il est important d'observer comment le mécanisme proposé par le président Abbas pourra se mettre en place. La France avisera alors, sans dévier de sa conviction qui consiste à aboutir à deux Etats.

(Question sur la reconstruction de l'Irak)

M. Jean-Baptiste Lemoyne - Il est clair que la France se tiendra aux côtés des Irakiens dans la reconstruction de leur pays, comme elle l'a été dans le cadre de la bataille contre Daech. Je me suis rendu en Irak en décembre dernier : j'ai eu l'occasion de rencontrer votre homologue, la présidente de la commission des affaires culturelles du Parlement irakien, avec laquelle j'ai pu longuement évoquer la situation de Mossoul, à travers, notamment, la sauvegarde d'éléments qui participent du patrimoine et de la richesse de cette ville.

Vous le savez, la France est particulièrement engagée à Mossoul dans la reconstruction de la faculté de médecine : d'ores et déjà 2,5 millions d'euros ont été prévus à cette fin. Les premières études sont lancées. De plus, la France signera avec l'Irak dans les prochaines semaines un cadre général qui permettra d'aborder l'ensemble des questions liées à la reconstruction.

Il faut savoir que notre pays a annoncé il y a quelques mois un prêt exceptionnel de 430 millions d'euros à l'Irak, qui permettra de financer des projets d'infrastructures dans les secteurs de l'eau et de l'énergie, en particulier dans les gouvernorats affectés par Daech. Nos entreprises doivent jouer tout leur rôle. C'est pourquoi Jean-Yves Le Drian a décidé la création d'une task force, comme on dit en bon français, qui réunira tous les acteurs français publics et privés de la reconstruction : elle fera le point très régulièrement.

S'agissant des biens culturels, la France a pris l'initiative, aux côtés des Emirats Arabes Unis, de la création du fonds ALIPH - Alliance for the Protection of Heritage in Conflict Areas -, qui a pour objectif la sauvegarde et la restauration du patrimoine dans les zones de conflit en coordination avec l'UNESCO. La nouvelle représentante de la France au conseil d'ALIPH, Bariza Khiari, a été reçue au Quai d'Orsay. Une feuille de route ambitieuse a été fixée, afin de finaliser la mise en place du fonds et de préciser la méthode pour la sélection des projets. Bref, la France, qui a une grande tradition en matière de sauvegarde du patrimoine dans le monde, continuera de jouer ce rôle.

S'agissant du règlement européen que vous avez évoqué, la réponse est oui : nous le soutenons, dès lors qu'il est compatible avec notre cadre national.

(Question sur les négociations de paix entre Israël et les Territoires palestiniens)

M. Jean-Baptiste Lemoyne - Vous avez raison, monsieur le Député, un certain nombre de prises de position ont créé du trouble dans la région. Il n'est pas question pour nous de répondre au trouble par un autre trouble et donc à une décision unilatérale par une autre réaction unilatérale.

Nous nous trouvons dans une phase d'étude attentive des propositions mises sur la table. Nous étudions effectivement le plan proposé par le président Abbas reposant sur trois piliers, que j'évoquais précédemment. Comme l'a dit Jean-Yves Le Drian, nous attendons également des propositions américaines qui pourraient, nous dit-on, être mises sur la table très prochainement. C'est au regard de l'ensemble de ces éléments que nous verrons comment il est possible d'agir.

En tout cas, il est très clair que la France fera tout ce qui est possible et utilisera naturellement sa force de conviction pour contribuer à toute solution qui pourrait s'esquisser ou à tout processus dont on pourrait raisonnablement penser qu'il permettrait de régler enfin ces problèmes pendants depuis trop longtemps.

Nous nous trouvons donc à un moment un peu particulier. Un certain nombre d'autres propositions doivent être formulées. Le moment venu, naturellement, nous aviserons. Quoi qu'il en soit, nous serons à la hauteur du devoir de la France et de la voix de la France dans le monde.

(Question sur la situation en Syrie)

M. Jean-Baptiste Lemoyne - Monsieur le Député, comme vous, depuis de nombreuses années, nous avons vu ces images terribles de destructions et de guerres incessantes. Nous ne nous y sommes jamais résolus.

Les derniers jours montrent que la situation s'est considérablement dégradée. Effectivement,

c'est un véritable signal d'alarme qui a été tiré. Comme vous le savez, Jean-Yves Le Drian s'est entretenu hier avec António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, tandis que le Conseil de sécurité est amené à se réunir aujourd'hui à dix-huit heures, heure française, c'est-à-dire dans quelques instants.

Au sein de ce Conseil de sécurité, la France agit pour qu'une trêve humanitaire soit décrétée - c'est le plus urgent. Après l'échec de la conférence de Sotchi, que vous avez justement évoqué, nous souhaitons relancer le plus rapidement possible le processus légitime des Nations unies à Genève.

À cette fin, et pour répondre à votre question sur nos objectifs, nous avons proposé un texte qui associe les idées de Constitution, d'élections et de conditions visant à garantir un processus de transition politique impartial et incluant toutes les minorités.

Ces principes sont agréés par nos partenaires les plus proches. Il faut maintenant élargir cette base à tous les pays influents en Syrie : c'est l'objet du déplacement de Jean-Yves Le Drian à Moscou le 27 février. Le Président de la République, Jean-Yves Le Drian et tous les intervenants de la diplomatie française entretiennent un dialogue avec tous les acteurs de la région. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères se rendra également à Téhéran le 5 mars.

Vous le voyez, la France veut être toujours à initiative, à l'action, malgré la complexité de la situation que vous connaissez. Encore une fois, nous avons le souhait ardent d'essayer de démêler l'écheveau et d'apporter une contribution positive.

(Question sur la création d'un Etat palestinien)

M. Jean-Baptiste Lemoyne - Je réponds volontiers à cette "excellente question originale", pour reprendre les propos qui ont fusé sur vos bancs.

Effectivement, les ressources hydriques sont rares en Palestine : elles dépendent en partie du Jourdain, qui s'écoule sur 360 kilomètres du mont Hermon à la mer Morte, et de nappes souterraines, qui sont très sollicitées.

La question de l'eau constitue un enjeu essentiel ; c'est d'ailleurs l'une des cinq questions en suspens pour un accord final, avec le statut de Jérusalem, les frontières, les réfugiés et la sécurité. Elle devra donc faire l'objet d'un accord négocié entre Israéliens et Palestiniens, fondé sur le droit international. Nous souhaitons qu'un accord juste puisse être conclu, avec une répartition équitable des ressources. La France fait tout pour essayer d'apporter une réponse acceptable à cette question, mais on ne peut jamais être à la hauteur du problème !

Il faut avoir en tête que 90% des eaux souterraines ne répondent pas aux normes sanitaires définies par l'Organisation mondiale de la santé, l'OMS. En Cisjordanie, les Palestiniens consomment en moyenne 70 litres d'eau par habitant et par jour quand leurs voisins en

consomment 300 litres.

Par conséquent, l'eau constitue une priorité de la coopération bilatérale française. L'Agence française de développement a financé treize projets portant sur l'eau et l'assainissement dans les territoires palestiniens, pour un montant de près de 106 millions d'euros ; ces projets ont permis à 800 000 personnes d'accéder à l'eau potable. C'est aussi cela, préparer la paix !

Un autre projet serait structurant à moyen et à long termes : je veux parler de la fameuse liaison entre la mer Rouge et la mer Morte. Ce serait également une réponse au problème de l'eau. La France a participé au financement des études de ce projet mais, pour aller plus loin, un accord entre Israël et la Jordanie est nécessaire, et nous butons sur ce point pour l'instant. Indéniablement, la réalisation de ce projet serait une réponse importante.

En tout cas, nous ne baissons pas les bras. Vous avez vu qu'en encourageant des projets, nous essayons d'apporter des réponses, qui ne sont malheureusement que des palliatifs. Vous avez raison, madame la Députée, sur les enjeux que vous avez présentés. Nous aurons à coeur de relayer les préoccupations qui sont les vôtres.

(Question sur les relations entre la France et Israël)

M. Jean-Baptiste Lemoyne - Monsieur le Député, notre débat n'a pas pour thème Israël, mais il porte sur la situation au Moyen-Orient et la reconnaissance d'un Etat palestinien. Nous avons pu évoquer cet après-midi un large spectre de questions allant du Yémen, pour citer l'intervention de Delphine O, à la Syrie, évoquée par plusieurs intervenants, en passant par le Liban et l'Irak, évoqué par Constance Le Grip. L'exercice avait donc tendance à dézoomer. L'Etat palestinien et l'Etat d'Israël ont été évoqués. Il n'y a pas eu de scoop : les éléments traditionnels de la doctrine française ont été à nouveau rappelés. Je ne pense pas qu'il faille y voir une volonté de porter le fer contre quiconque.

Le Parlement est dans son rôle lorsqu'il interroge le Gouvernement sur des éléments très larges de la politique étrangère, sur une zone très vaste qui connaît des situations très volatiles. En tout état de cause, je réaffirme l'engagement total de la France pour essayer d'oeuvrer à la paix dans ces différents conflits.

Vous évoquez le rôle que peuvent jouer certains Etats, notamment l'Iran. La France a exprimé sa préoccupation quant au développement du balistique et à la présence iranienne dans certains territoires. Cela fait très clairement l'objet d'un dialogue avec l'Iran et, de même que nous sommes parvenus à obtenir un accord en 2015 sur le nucléaire, il convient de continuer à dialoguer sur ces sujets pour faire prendre conscience aux autorités iraniennes de certains éléments. C'est aussi l'objet du déplacement de Jean-Yves Le Drian en Iran, le 5 mars prochain.

Comme vous le voyez, nous avons tout cela bien présent à l'esprit et oeuvrons, avec discrétion et, nous l'espérons, avec efficacité, en tenant des propos qui sont peut-être plus plats que les vôtres, mais qui ont au moins l'ambition de contribuer à une réponse dans la région.

(Question sur le statut de Jérusalem)

M. Jean-Baptiste Lemoyne - Je rappelle que cette question du statut de Jérusalem devrait être réglée dans le cadre d'un accord de paix définitif entre Israéliens et Palestiniens permettant l'établissement de deux Etats vivant côte à côte en paix et en sécurité, avec Jérusalem pour capitale de ces deux Etats.

Dans l'attente d'un règlement négocié et en vertu du droit international - nous avons tous présente à l'esprit la résolution 478 du Conseil de sécurité des Nations unies de 1980 -, la France, comme l'ensemble de la communauté internationale, à quelques exceptions près, ne reconnaît aucune souveraineté sur Jérusalem.

Comme vous le savez, la France n'a pas approuvé la décision américaine et le Président de la République s'est exprimé clairement à ce propos le jour même de cette décision, qui ne change pas la position de la France ni celle de la communauté internationale et ne modifie pas le droit international. La question qui se pose est de savoir si elle est susceptible de contribuer à la résolution du conflit.

Pour nous, la réponse est négative, en ce sens qu'elle a porté préjudice au processus politique avant même qu'il ait commencé et a en quelque sorte renforcé l'asymétrie entre les parties en préemptant l'une des questions du statut final.

Quant à votre dernière question sur le transfert de l'Ambassade de France à Jérusalem, vous comprendrez qu'on ne puisse lui apporter de réponse positive, car la France souhaite défendre le respect du droit international et permettre la négociation et le dialogue avec toutes les parties, dans le respect de ces principes. C'est là tout l'enjeu et ce sont là les vœux que nous formulons pour les semaines et les mois qui viennent.

(Question sur la politique française au Moyen-Orient)

M. Jean-Baptiste Lemoyne - Vous avez dressé un tableau des forces à l'oeuvre. La politique de la France dans la région me semble être "équilibrée" tout court. Nous prenons grand soin d'être des pompiers plutôt que des pyromanes, rôle qui n'est parfois pas évident à tenir, compte tenu du caractère sensible des questions, mais nous n'y renonçons pas.

Vous évoquez aussi, en toile de fond, la rivalité croissante entre certaines grandes puissances de la région - l'Arabie saoudite et l'Iran. Il est vrai que les positions ont un peu évolué avec le temps et on voit, par théâtres d'opérations interposés, cette montée de la rivalité.

Ce que nous souhaitons, c'est, encore et toujours, la négociation - parler avec toutes les parties prenantes. Le chef de l'Etat l'a du reste montré en faisant escale en Arabie saoudite il y a quelques mois et en obtenant certains résultats ayant trait notamment à la politique intérieure

libanaise. Nous continuons inlassablement. Ainsi Jean-Yves Le Drian ira-t-il, dans les prochains jours, en Iran, où je me suis rendu moi-même en juillet et en septembre, pour transmettre divers messages. Nous souhaitons établir des canaux de discussion, afin de contribuer, peut-être, à desserrer certains étau.

L'objectif final est naturellement, comme vous le disiez, qu'un président français puisse revenir dans les meilleures conditions, mais sachez que la France entend être, encore une fois, à la hauteur de ses responsabilités, quelle que soit la difficulté de la tâche.

(Question sur la coopération décentralisée avec les Territoires palestiniens)

M. Jean-Baptiste Lemoyne - Vous rappelez l'engagement d'un certain nombre de collectivités locales dans la coopération décentralisée. Celle-ci a effectivement connu un essor considérable depuis la création de l'Autorité palestinienne en 1994 : soixante-dix collectivités locales françaises sont engagées, avec autant de partenaires palestiniens, sur des projets très concrets en matière de développement durable, d'échanges humains, de culture. Chaque année, plusieurs millions d'euros sont mobilisés par les collectivités locales françaises pour des projets dans les territoires palestiniens. Si l'on y ajoute la part d'aide publique au développement qui bénéficie directement aux collectivités palestiniennes, le total s'élève à presque 10 millions d'euros.

Au-delà de ce sujet lié au territoire palestinien, un comité interministériel de la coopération internationale et du développement, dit CICID, s'est réuni, le 8 février, autour du Premier ministre. En outre, ce matin, j'ai réuni le CNDSI - comité international pour le développement et la solidarité internationale - élargi ; Hubert-Julien Laferrière y représentait l'Assemblée nationale. Nous avons réaffirmé le fait que le Gouvernement augmenterait les moyens alloués à la coopération décentralisée et y contribuerait pour sa part. C'est véritablement un domaine important.

Je ne pense pas que l'outil que vous préconisez soit le meilleur. Des contrats seront négociés avec les 319 plus grandes collectivités françaises ; nous sommes dans une autre logique. Je vous incite à regarder les conclusions du CICID qui, pour une large part, vont dans la direction que vous indiquez. Nous travaillons d'ailleurs régulièrement avec la Commission nationale de la coopération décentralisée - CNCD -, où l'on peut constater la mobilisation importante des élus locaux. Ils savent mener des projets concrets et contribuent ainsi à l'amélioration du bien-être et du cadre de vie dans des situations qui, parfois, sont alarmantes. Cela décuple d'autant plus le mérite et les résultats.

(Question sur la situation en Syrie)

M. Jean-Baptiste Lemoyne - Nous partageons la même préoccupation aiguë - le terme est faible - face au cataclysme humanitaire annoncé, qui a malheureusement commencé. Nous ne détournons pas le regard puisque, au moment même où je vous parle, les représentants de la France participent à la réunion qui se tient à New York. Très clairement, nous poussons une résolution au Conseil de sécurité demandant une trêve humanitaire d'un mois - c'est le minimum. Au-delà, avec nos partenaires, nous travaillons sur les modalités concrètes d'un

processus constitutionnel, électoral crédible et acceptable par toutes les parties.

Non, la France n'est pas absente ; elle n'est pas isolée ni exclue des enceintes. Nous voyons bien que le processus de Sotchi a fait un flop, la crédibilité des personnes qui s'y sont rendues étant assez faible. Nous sommes aujourd'hui dans une impasse de ce côté-là.

Le moment est en revanche idoine pour élargir le groupe de pays qui partagent nos vues et mettre en place le groupe de contact que le Président de la République appelait de ses vœux il y a quelques mois. Cela justifie les déplacements à venir du ministre des affaires étrangères à Moscou et à Téhéran.

Nous aurons également un rendez-vous, certes un peu plus lointain, en avril, avec l'Union européenne, à Bruxelles, sur l'avenir de la Syrie. L'idée sera de renforcer notre aide aux réfugiés et de rappeler que le financement international de la reconstruction est conditionné à une perspective politique crédible.

La situation actuelle semble très difficile et appellera forcément des réponses d'autant plus urgentes et impératives. Peut-être les choses bougeront-elles à cette occasion ; en tout cas, nous le souhaitons, car nous ne pouvons pas nous résoudre à ce drame humanitaire.

(Question sur la situation dans les Territoires palestiniens)

M. Jean-Baptiste Lemoyne - Nous aimerions, madame la Présidente, que cela soit le mot de la fin, avec un happy end, comme on dit en anglais. Hélas, nous avons encore bien des efforts à consentir pour apporter le mot de la fin dans ces multiples conflits qui ensanglantent la zone.

Votre question comporte beaucoup d'éléments, madame la Députée. Vous évoquez notamment la situation d'Ahed Tamimi, qui interpelle sur la situation d'un certain nombre de mineurs palestiniens détenus par Israël.

Ils étaient 181 à la fin de novembre 2017. Nous souhaitons naturellement que les conditions de détention des prisonniers palestiniens, quel que soit leur âge, soient conformes aux obligations prévues par les conventions internationales et que, s'agissant de mineurs, la convention internationale protégeant les droits de l'enfant et ses trois protocoles additionnels, auxquels Israël est partie, s'appliquent.

S'agissant de Gaza, la situation humanitaire est très préoccupante. Pour sa part, la France continue d'apporter de l'aide dans de nombreux domaines - aide alimentaire, formation professionnelle, santé. Elle assure également la présence d'un institut français, seul centre étranger présent dans la bande ; le reportage publié il y a quelques jours dans un grand quotidien du soir ne peut, à cet égard, manquer de nous interpeller.

S'agissant de la reconnaissance de l'Etat palestinien et tout simplement du droit international,

nous l'avons réaffirmé à plusieurs reprises aujourd'hui, l'objectif, c'est la solution à deux Etats ; la méthode, c'est la négociation et non pas la réponse par un acte unilatéral à un autre acte unilatéral; le cadre, c'est le droit international.

Il peut être lassant d'entendre les mêmes éléments, mais, en dehors de ce cadre, point de salut ! Il faut espérer que les propositions mises sur la table par le président Abbas et les réactions qu'elles susciteront permettront de renouer les fils d'un dialogue ô combien indispensable./.

(Source : site internet de l'Assemblée nationale)